



Erdogan amplifie sa menace d'invasion du Rojava

L'État turc poursuit son hostilité à l'égard du peuple kurde et amplifie ses menaces contre le Rojava. Le 12 décembre 2018, le président turc Recep Tayyip Erdoğan a déclaré ce qui suit dans le cadre d'une réunion avec le secteur industriel de la défense : « Parallèlement à nos avertissements concernant l'est de l'Euphrate, nous avons achevé les préparatifs. Nous allons lancer dans quelques jours une opération pour débarrasser l'est de l'Euphrate des terroristes séparatistes. »

Ce qu'il appelle l'est de l'Euphrate est une région kurde ; c'est le Rojava, le nord de la Syrie, un territoire situé à l'intérieur des frontières d'un autre État. L'État turc attaque les Kurdes à l'intérieur de ses frontières et au-delà, chaque fois qu'il en a l'occasion. Avec ces attaques, la Turquie piétine les valeurs humaines et les principes les plus fondamentaux du droit. Malheureusement, l'opinion publique internationale et les organisations concernées restent majoritairement silencieuses face à ces attaques et ces violations du droit international. Cette situation encourage le dictateur Erdoğan et ses forces fascistes, et leur laisse le champ libre pour intensifier leurs attaques.

Les attaques du régime de Recep Tayyip Erdoğan contre le Rojava sont motivées par le souci de maintenir la présence de Daesh et des forces extrémistes similaires dans la région. En octobre, Daesh était en passe d'être éliminé par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS). Cependant, le 28 octobre 2018, Erdoğan et son armée ont couru à son secours en attaquant le Rojava. En raison des attaques de l'armée turque, les FDS ont dû suspendre leurs opérations contre Daesh. Sans ces attaques, les territoires actuellement détenus par Daesh seraient libérés aujourd'hui. Grâce à la Turquie, Daesh a pu étendre sa zone de contrôle. Cependant, sous la pression de certaines puissances internationales, en particulier des États-Unis, la Turquie a mis fin à son agression. Les FDS ont alors accepté de reprendre les opérations contre Daesh.

Le 11 décembre 2018, le président américain Donald Trump a déclaré que Daesh serait vaincu en Syrie dans les 30 jours suivants. Le lendemain, Erdoğan a déclaré que son armée attaquerait le Rojava sous quelques jours. En cas d'attaque contre le Rojava, les FDS seront obligées de quitter les lignes de front contre Daesh pour se défendre contre l'armée turque. Une telle situation ne profiterait qu'à l'organisation djihadiste. En outre, plus de 800 membres étrangers de Daesh, principalement des citoyens européens, sont emprisonnés par l'administration régionale du nord de la Syrie. En cas d'invasion turque, ces personnes risquent d'être libérées et de devenir un fléau pour le monde entier.

Au début de cette année, la Turquie a attaqué et occupé la région d'Afrîn. Dans la Syrie à feu et à sang, Afrîn était un havre de paix. Avec l'occupation turque, Afrîn a été brûlée et détruite ; des centaines de milliers de personnes ont été jetées sur les routes de l'exil. Celles qui sont restées sont quotidiennement victimes de massacres, de viols, d'enlèvements, de pillages et autres actes de barbarie. Afrîn qui était autrefois un îlot de coexistence et de tolérance, est devenue un fief et un terrain d'entraînement des extrémistes. La Turquie veut installer des forces similaires à l'est de l'Euphrate. Le soutien et la coopération de la Turquie avec des forces extrémistes barbares sont largement connus. La Turquie a commis et continue de commettre des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, au Rojava en particulier et au Kurdistan en général.

Le monde et l'humanité ne doivent pas rester silencieux face à ces attaques. Rester silencieux face à l'oppression et la tyrannie constitue une complicité de crime. Personne ne devrait soutenir le régime dictatorial d'Erdoğan.

La plus grande responsabilité incombe ici à la Coalition internationale anti-Daesh. Si elle ne veut pas que Daesh renaisse dans la région, si elle ne veut pas qu'il commette des atrocités en Europe et dans le monde, elle doit immédiatement agir pour mettre fin aux attaques de l'État turc.

Les habitants du Rojava et du nord-est de la Syrie, en particulier les femmes, qui ont perdu des milliers des leurs dans la lutte contre la barbarie de Daesh ne doivent pas être laissés à la merci des attaques

et de l'invasion turque. Cela porterait gravement atteinte à la crédibilité de la Coalition internationale, de l'ONU et de toutes les forces qui se considèrent comme démocratiques.

Fermer les yeux sur les attaques de la Turquie servira les intérêts communs de la Russie, de la Turquie, de l'Iran et du régime de Damas, opposés à la démocratisation de la région. Une telle issue briserait l'espoir des peuples de la région, notamment des Kurdes, de voir la fin des régimes oligarchiques et antidémocratiques ; elle anéantirait leur foi dans les valeurs démocratiques universelles.

Par conséquent, nous appelons les institutions internationales, en particulier les Nations Unies, ainsi que les puissances internationales telles que les États-Unis, la Russie, les États européens, à :

Ne pas laisser faire Erdoğan comme à Afrîn,

Ne pas lui permettre d'exercer l'oppression et de violer les droits humains,

Ne pas laisser la Turquie attaquer le Rojava.